

BioSoc – Bulletin sur la Biodiversité et la Société

Points saillants de la recherche sur la biodiversité et la société, la pauvreté et la conservation

NUMERO 10 : DECEMBRE 2006

ACTION LOCALE – ASPIRATIONS MONDIALES : LA CONSERVATION COMMUNAUTAIRE POURRAIT-ELLE CONTRIBUER D'AVANTAGE A LA BIODIVERSITE INTERNATIONALE ET A LA REDUCTION DE LA PAUVRETE ?

Des cibles internationales ont été fixées à la fois pour la conservation de la biodiversité et pour la réduction de la pauvreté et l'Evaluation des Ecosystèmes pour le Millénaire (EM) ne manque pas de souligner les liens positifs entre ces deux objectifs. Mais cela n'est pas sans créer de dilemme : si la conservation de la biodiversité est indispensable au maintien des services écosystémiques dont dépendent les êtres humains à long terme, à court terme le coût de la conservation peut s'avérer incompatible avec les besoins de subsistance quotidiens des pauvres dans les pays en développement. Les pays nordiques ont réalisé des investissements significatifs dans la gestion communautaire des ressources naturelles au cours des vingt dernières années. De ce fait, le ministère norvégien de l'Environnement a récemment commandité un examen afin d'explorer dans quelle mesure cette approche pourrait aider à résorber le compromis entre conservation de la biodiversité et besoins de subsistance tout en contribuant aux deux ensembles d'objectifs internationaux en générant des bénéfices à la fois pour les pauvres et pour la biodiversité.

La conservation communautaire a longtemps été jugée en termes d'avantages pour la biodiversité en faisant abstraction des avantages plus vastes en termes de moyens de subsistance et de développement local durable. L'examen, qui est essentiellement axé sur l'Afrique australe mais s'inspire également de l'expérience acquise en Inde et ailleurs, montre que la conservation communautaire peut s'avérer propice aux pauvres. Ceci peut se produire directement – par exemple, au travers d'opportunités de création de revenus, d'habilitation locale et de sécurité renforcée de l'accès aux ressources – ou indirectement, par le biais de l'impact que la conservation de la biodiversité exerce sur les services écosystémiques. Toutefois cela n'est pas sans entraîner des coûts – notamment, et non des moindres, le coût d'opportunité des terres réservées lorsque l'initiative de conservation est menée séparément de la production, et les conflits qui peuvent survenir lorsque les avantages nés de la conservation ne sont pas répartis équitablement entre les membres d'une communauté.

A ce jour, les initiatives de conservation communautaire sont le plus souvent isolées et de moindre envergure. Elles sont rarement intégrées – que ce soit au sein d'un secteur écologique "formel" ou au sein d'autres secteurs productifs comme la pêche, la foresterie ou l'agriculture (bien qu'il existe quelques exemples prometteurs). De ce fait, leur impact a été limité. Assortie d'un soutien approprié, la conservation communautaire pourrait indéniablement donner plus de résultats qu'elle ne le fait actuellement. De fait, sans implication locale, les objectifs internationaux fixés dans la Convention sur la Diversité Biologique (CBD) et les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) risquent fort de rester au mieux sans importance et très probablement irréalisables. Pour parvenir à exploiter ce potentiel et dépasser les initiatives modestes, isolées et confinées à un seul site, il faudra une réorientation notable des politiques des donateurs et des gouvernements, notamment :

1. une meilleure reconnaissance du rôle de la biodiversité dans la réalisation des OMD et du potentiel des efforts communautaires pour maximiser ce rôle ;
2. une meilleure intégration des efforts communautaires au sein du secteur formel de la conservation et des autres secteurs de ressources naturelles – en s'appuyant sur des expériences réussies de gestion ;
3. des mécanismes nationaux pour permettre une meilleure participation communautaire aux processus d'élaboration de politique et de prise de décision au niveau national comme international ;
4. un rôle des donateurs mieux défini dans la conservation communautaire, tenant compte des changements intervenus dans les modalités de l'aide, qui se détournent de l'aide au projet pour privilégier un soutien budgétaire plus direct ;
5. une coordination sectorielle pour que la politique de conservation ne soit pas minée par d'autres politiques nationales ;
6. l'intégration de la conservation communautaire dans l'éducation écologique de façon à ce que les professionnels de la conservation de demain soient mieux équipés pour maximiser son potentiel ;

7. des retours d'investissement équitables pour les initiatives de conservation communautaire, y compris le paiement des services écosystémiques.

Il n'y a aucune recette standard permettant de garantir le succès. La conservation communautaire, de par sa nature même, est une réponse locale à des circonstances locales et elle exige des règles, des règlements et des institutions locales. Il sera indispensable que ce cadre de gouvernance soit parfaitement en place pour que les investissements consacrés à la conservation de la biodiversité profitent véritablement aux pauvres.

SOURCE

Roe, D ; Jones, B.T.B ; Bond, I. et Bhatt, S. (2006) Local action, global aspirations: The role of community conservation in achieving international goals for environment and development. IIED, Londres.

Veuillez adresser les questions ou commentaires destinés aux auteurs à Ivan Bond : ivan.bond@iied.org

Le lecteur pourra télécharger un exemplaire de ce rapport en tapant

<http://www.iied.org/pubs/display.php?o=13534IIED>

Le lecteur pourra se procurer des exemplaires sur papier auprès d'Earthprint (gratuit pour les pays n'appartenant pas à l'OCDE, sinon moyennant la somme de £10/\$18) : sales@earthprint.co.uk ou en consultant le site Web de l'IIED : <http://www.iied.org/pubs/>

BIOSOC

BioSoc est un nouveau bulletin électronique mensuel publié par le Poverty and Conservation Learning Group – PCLG (Groupe d'apprentissage sur la pauvreté et la conservation), sous l'égide de l'International Institute for Environment and Development – IIED (Institut international pour l'environnement et le développement). BioSoc est un bulletin disponible en anglais, en espagnol et en français qui met en valeur les nouvelles recherches fondamentales sur la biodiversité et la société, la pauvreté et la conservation.

Tous les numéros sont disponibles en ligne en tapant : www.povertyandconservation.info

Veuillez nous indiquer d'autres réseaux qui pourrait être intéressés par ce bulletin en adressant un courrier électronique à : BioSoc@iied.org

POVERTY AND CONSERVATION LEARNING GROUP (PCLG)

Le PCLG entend partager des informations fondamentales, mettre en valeur des nouvelles recherches importantes et promouvoir l'apprentissage sur les interactions entre pauvreté et conservation. Pour obtenir un complément d'information, consultez www.povertyandconservation.info

SI VOUS NE SOUHAITEZ PLUS RECEVOIR BIOSOC

Veuillez adresser un courrier électronique à BioSoc@iied.org en tapant UNSUBSCRIBE dans la ligne d'objet.